

SÃ©nÃ©gal : vers un second tour aux Ã©lections prÃ©sidentielles ?

@rib News, 27/02/2012 â€” Source AFPL l'opposition sÃ©nÃ©galaise affirmait lundi qu'il y aura un second tour de la prÃ©sidentielle au lendemain d'un premier tour sans incident majeur, tandis que pour le camp du prÃ©sident sortant Abdoulaye Wade aucune Ã©tendance lourde ne se dessine. Les rÃ©sultats provisoires officiels devraient Ãªtre communiquÃ©s mardi au niveau dÃ©partemental et vendredi au niveau national, selon la Commission Ã©lectorale nationale autonome (CÃ©na).

Ã© Les chiffres en notre possession indiquent qu'un second tour est inÃ©vitable. Nous avons gagnÃ© les plus grands dÃ©partements du SÃ©nÃ©gal Ã© dont l'agglomÃ©ration dakaroise, a dÃ©clarÃ© Macky Sall, l'un des principaux candidats d'opposition et ancien Premier ministre d'Abdoulaye Wade. Un des responsables de sa campagne, Jean-Paul Dias, avait auparavant dÃ©clarÃ© que M. Sall Ã©tait au Ã© coude-Ã© coude avec le prÃ©sident Abdoulaye Wade Ã©, ce dernier Ã©tant Ã© autour de 34 Ã© 36% Ã© et Macky Sall autour de Ã© 32 Ã© 34% Ã©. Ã© Oui, le second tour est inÃ©vitable Ã© a dÃ©clarÃ© Latif Coulibaly, un des responsables de la campagne d'un autre poids-lourd de l'opposition, Moustapha Niasse, Ã©galement ex-Premier ministre du prÃ©sident Wade. Selon lui, Ã© Ã© Ã©sa peut encore changer, mais sur environ 60% des votes, la tendance c'est 30% pour Wade, 26% pour Macky et 20% pour Niasse Ã©. Des estimations non officielles, Ã©galement publiÃ©es par la presse sÃ©nÃ©galaise lundi, que n'entend absolument pas confirmer le camp du prÃ©sident Wade, 85 ans, Ã©lu en 2000, rÃ©Ã©lu en 2007 et dont la candidature Ã© sa propre succession est jugÃ©e Ã© anticar constitutionnelle Ã© ses opposants. Ã© On est en train de collecter les rÃ©sultats et rien ne permet de dire qu'il y aura un deuxiÃ©me tour Ã©, a dÃ©clarÃ© El Hadj Amadou Sall, un des responsables de la campagne du prÃ©sident Wade. Selon lui, les derniers rÃ©sultats en sa possession portaient sur Ã© 8% Ã© 9% Ã© des votes et Ã© il n'y a pas de tendance lourde Ã©. Ã© Union Ã© anti-V prÃ©sident Wade, huÃ© dimanche lorsqu'il est allÃ© voter dans son bureau de vote de Dakar et oÃ¹ il a d'ailleurs Ã©tÃ© devancÃ© par Moustapha Niasse, a martelÃ© pendant sa campagne que la victoire d'Ã©s le premier tour Ã©tait quasiment acquise et un second tour constituerait pour lui et ses partisans un sÃ©rieux revers. D'autant que, sauf retournement de situation, le prÃ©sident sortant n'a plus de rÃ©serve de voix et que ses principaux opposants ont eu comme mot d'ordre commun, Ã© Tout sauf Wade Ã©, promettant de s'unir derriÃ©re le candidat le mieux placÃ© en cas de second tour. Ã© Le principe, c'est de voter pour le candidat d'opposition le mieux placÃ© Ã©. Il y aura une Ã© union Ã© contre Wade, a rappelÃ© Abdou Latif Coulibaly. Macky Sall a averti que Ã© quiconque serait tentÃ© de violer Ã© la Ã© souverainetÃ© du peuple Ã© qui s'est exprimÃ©e au premier tour, Ã© porterait la responsabilitÃ© de la colÃ©re populaire qu'il susciterait ainsi Ã©. Ã© Entendre parler de victoire au premier tour est inadmissible. Cela engendrerait des consÃ©quences graves. Au sortir d'une journÃ©e comme celle du 26 fÃ©vrier, et des mois de tension que nous venons de connaÃ©tre, marquÃ©s par de trop nombreux morts et blessÃ©s, il ne faudrait pas bafouer encore la volontÃ© du peuple Ã©, a-t-il ajoutÃ©. Comme tous les autres candidats, Macky Sall s'est dÃ©clarÃ© Ã© fier Ã© de l'attitude de ses compatriotes qui se sont mobilisÃ©s dans le calme dimanche aprÃ©s des violences prÃ©Ã©lectorales qui avaient fait en un mois de 6 Ã© 15 morts selon les sources, suscitant la crainte de nouveaux incidents le jour du vote. Ã© Ils ont donnÃ© une leÃ§on de dÃ©mocratie aux porteurs de violence Ã©, a dit El Hadj Amadou Sall. La France a saluÃ© Ã© la vitalitÃ© de l'esprit dÃ©mocratique des SÃ©nÃ©galais Ã©. Le taux de participation a tournÃ© Ã© 60%, selon un chiffre encore provisoire de la CÃ©na, en baisse par rapport au taux de 70% de la prÃ©sidentielle de 2007. La date d'un Ã©ventuel second tour dÃ©pendra de l'examen de possibles recours devant le Conseil constitutionnel: la date la plus probable est le 18 mars.